REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION						
REFERENTIEL D'ACTIVITES décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés	REFERENTIEL DE COMPETENCES identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités	REFERENTIEL D'EVALUATION définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis				
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION			
ou emplois visés	Mandataire social de l'entreprise, le dirigeant de société de sécurité et de sûreté privée en est le représentant légal. A ce titre, il engage la société dans tous les actes de gestion courante et coordonne les fonctions d'encadrement : gestion des ressources humaines, gestion administrative et comptable. Le dirigeant est également responsable de ses actes et devra rendre des comptes aux associés de la société. Dans le cadre de ses responsabilités, le dirigeant est également amené à piloter les actions commerciales, logistiques et opérationnelles. Depuis la Loi La Loi 2021-646 du 25 mai 2022 pour une sécurité globale préservant nos libertés et le décret il n'y a nécessité disposer d'un agrément dirigeant dès lors que sur un établissement, une personne est en responsabilité ou mandatée pour assurer la direction d'une établissement. De ce fait, la totalité des responsables d'établissement secondaires des grandes sociétés ou des ETI, des grosses PME familiales et des services internes de sécurité, sont dans l'obligation de faire passer cette certification à leur responsables d'unités décentralisés, de leurs établissements secondaires, ou de s'organiser pour nommer une personne. Les associés en capitaux des structures, sans responsabilité,	MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION			
	n'accomplissant pas d'actes de gestion, ne sont plus dans l'obligation de se déclarer au CNAPS pour obtenir un agrément.					

REFERENTIEL D'EVALUATION décrit les situations de travail et les confidences et les conneissances, y compris transversales, qui découlent du référentel d'activités Bloc 1. Structurer et piloter l'activité de la société de sécurité et de sureté privée en conformité avec la réglementation et les obligations en vigueur BIA1.1. Appliquer l'environnement national réglementé de la sécurité publique, des spécificités de la profession par branche et par type de risque, afin d'en tenir compte dans l'exercice de son rôle de dirigeant de société de sécurité et de sureté privée BIA1.2. Assumer, dans la mise en place des activités de la société de sécurité et de sureté, les responsabilités juridiques du statut de mandataire social, de responsabile, ou la délégation donnée, en tenant compte du cadre réglementaire relatif à la gestion d'une nentreprise commerciale (droit civil, droit du travail, droit des sociétés, droit fiscal) afin d'assurer le respect des législations dans son rôle de responsable de la société de sécurité et de sureté, les responsabile de la société de sécurite privaire. BIA1.2. Vérifier l'application de la réglementation de la part des collaborateurs pour s'assurer de sa conformité et sécuriser l'entreprise. BIA1.4. Assurer et transmettre la mise à jour des connaissances réglementaires et juridiques en suivant les décrets, lois, circulaires et arrêtés des différentes institutions (ministère de l'Intérieur, préfet, Conseil national des Activités Privée des Sécurités privée dans le cadre de la loi sur la Sécurité Globale, du CSI et cadre (légal associé. BIA1CS à BIA1C7, Présentation de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de projet : dans le cadre de sa réflexion de pr	DIRIGEANT D'UNE SOCIETE DE SECURITE ET DE SURETE PRIVEE - RNCP 36134 – Nouvel R Formation						
BIALCI. Appliquer l'environnement national réglementé de la sécurité de sureté privée en conformité avec la réglementation et les obligations en vigueur BIALCI. Appliquer l'environnement national réglementé de la sécurité de conformité des activités d'une société de sécurité et de sureté privée BIALCI. Appliquer l'environnement national réglementé de la sécurité et de sureté privée BIALCI. Appliquer l'environnement national réglementé de la sécurité privée en tenant compte du rôle des forces de sécurité publique, des sécurité et de sureté, les responsabilités juridiques du statut de mandataire social, de suretire relatif à la gestion d'une entreprise commerciale (droit civil, droit du travail, droit des sociétés, droit fiscal) afin d'assurer le respect des législations dans son rôle de responsable de la société de securité et de sureté privée. 30 questions Durée : 45 min BIAICS à BIAICS. Présentation de arrêtes des différentes institutions (ministère de l'Intérieur, préfet, Conseil national des Activités Privées de Sécurité et. —) a	décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers	identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales,					
réglementation et les obligations en vigueur B1A1. Structuration et garantie de conformité des activités de la profession par branche et par type de risque, din d'en société de sécurité et de sureté privée B1A1C3. Assumer, dans la mise en place des activités de la société de sécurité et de sureté, les responsabilités juridiques du statut de mandataire social, de responsable, ou la délégation donnée, en tenant compte du cadre réglementaire relatif à la gestion d'une entreprise commerciale (droit civil, droit du travail, droit des sociétés, de responsable de la société de sécurité et de sûreté fragelementaire relatif à la gestion d'une entreprise commerciale (droit civil, droit du travail, droit des sociétés, der esponsable de la société face aux actionnaires, partenaires et lois. B1A1C3. Vérifier l'application de la réglementation de la part des collaborateurs pour s'assurer de sa conformité et sécuriser l'entreprise. B1A1C4. Assurer et transmettre la mise à jour des connaissances réglementaires et juridiques en suivant les décrets, lois, circulaires et arrêtés des différentes institutions (ministère de l'Intérieur, préfet, Conseil national des Activités Privée de Securité) a fin d'appliquer les modifications des conditions réglementaires appliquées aux sociétés de sécurité privée dans le cadre de la Loi sur la Sécurité cilobale, du CSI et cadre (égal associé. B1A1C5. Mettre en place les organes de direction de la société de société de société de société de société de securité de la loi sur la Sécurité cilobale, du CSI et cadre (égal associé. B1A1C5. Mettre en place les organes de direction de la société de société			MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION			
B1A1. Structuration et garantie de conformité des activités privée en tenant compte du rôle des forces de sécurité publique, des spécificités de la profession par branche et par type de risque, afin d'en terir compte dans l'exercice de son rôle de dirigeant de société de sécurité et de sureté privée B1A1C2. Assumer, dans la mise en place des activités de la société de sécurité et de sureté, les responsabilités juridiques du statut de mandataire social, de responsable, ou la délégation donnée, en tenant compte du cadre réglementaire relatif à la gestion d'une entreprise commerciale (droit civil, droit du travail, droit des sociétés, droit fiscal) afin d'assurer le respect des législations dans son rôle de responsable de la société face aux actionnaires, partenaires et lois. B1A1C3. Vérifier l'application de la réglementation de la part des collaborateurs pour s'assurer de sa conformité et sécuriser l'entreprise. B1A1C4. Assurer et transmettre la mise à jour des connaissances réglementaires et juridiques en suivant les décrets, lois, circulaires et arrêtés des différentes institutions (ministère de l'Interire, prétet, Conseil national des Activités Privées de Sécurité) afin d'appliquer et de faire appliquer les modifications des conditions réglementaires appliquées aux sociétés de sécurité privée dans le cadre de la Loi sur la Sécurité Globale, du CSI et cadre légal associé. B1A1C5. Mettre en place les organes de direction de la société de la société de la société de securité de la société de la société de securité de la société de securité de la société de securité et de sureté privée. B1A1C7. Présentation de privaire des l'Autorités de l'Interire de l'Interir	Bloc 1. Structur	er et piloter l'activité de la société de sécurité	et de sureté privée en co	nformité avec la			
B1A1. Structuration et garantie de conformité des activités d'une société de sécurité et de sureté privée en tenant compte du rôle des forces de sécurité publique, des spécificités de la profession par branche et par type de risque, afin d'en tenir compte dans l'exercice de son rôle de dirigeant de société de sécurité et de sûreté privée. B1A1C2. Assumer, dans la mise en place des activités de la société de sécurité et de sureté, les responsabilités juridiques du statut de mandataire social, de responsabile, ou la délégation donnée, en tenant compte du cadre réglementaire relatif à la gestion d'une entreprise commerciale (droit civil, droit du travail, droit des sociétés, droit fiscal) afin d'assurer le respect des législations dans son rôle de responsable de la société face aux actionnaires, partenaires et lois. B1A1C3. Vérifier l'application de la réglementation de la part des collaborateurs pour s'assurer de sa conformité et sécuriser l'entreprise. B1A1C4. Assurer et transmettre la mise à jour des connaissances réglementaires et juridiques en suivant les décrets, lois, circulaires et arrêtés des différentes institutions (ministère de l'Intérieur, préfet, Conseil national des Activités Privées de Sécurité) afin d'appliquer et de faire appliquer les modifications des conditions réglementaires appliquées aux sociétés de sécurité et de sureté privée. B1A1C5. Mettre en place les organes de direction de la société de sociét							
de l'entreprise, en s'assurant que les diverses réglementations soient connues de tous et en mettant en place des processus et règles de sécurité privée le candidat réalise le les postes d'un business plan	de conformité des activités d'une société de sécurité et de	B1A1C1. Appliquer l'environnement national réglementé de la sécurité privée en tenant compte du rôle des forces de sécurité publique, des spécificités de la profession par branche et par type de risque, afin d'en tenir compte dans l'exercice de son rôle de dirigeant de société de sécurité et de sûreté privée. B1A1C2. Assumer, dans la mise en place des activités de la société de sécurité et de sureté, les responsabilités juridiques du statut de mandataire social, de responsable, ou la délégation donnée, en tenant compte du cadre réglementaire relatif à la gestion d'une entreprise commerciale (droit civil, droit du travail, droit des sociétés, droit fiscal) afin d'assurer le respect des législations dans son rôle de responsable de la société face aux actionnaires, partenaires et lois. B1A1C3. Vérifier l'application de la réglementation de la part des collaborateurs pour s'assurer de sa conformité et sécuriser l'entreprise. B1A1C4. Assurer et transmettre la mise à jour des connaissances réglementaires et juridiques en suivant les décrets, lois, circulaires et arrêtés des différentes institutions (ministère de l'Intérieur, préfet, Conseil national des Activités Privées de Sécurité) afin d'appliquer et de faire appliquer les modifications des conditions réglementaires appliquées aux sociétés de sécurité privée dans le cadre de la Loi sur la Sécurité Globale, du CSI et cadre légal associé. B1A1C5. Mettre en place les organes de direction de la société de sécurité et de sureté privée en tenant compte de l'image et des valeurs de l'entreprise, en s'assurant que les diverses réglementations soient connues de tous et en mettant en place des processus et règles de fonctionnement et de communication afin d'assurer une gouvernance sans faille de l'entreprise.	Par un parcours de formation préalable : QCM théorique contextualisé sur les situations liées à la réglementation et aux obligations en vigueur dans une société de sécurité et de sureté privée. 30 questions Durée : 45 min B1A1C5 à B1A1C7. Présentation de projet : dans le cadre de sa réflexion sur son entreprise, à partir d'un dossier présentant le marché de la sécurité privée, le candidat réalise le business plan d'un projet de développement d'activité intégrant un	B1A1Cr5 à B1A1Cr7. Le business plan proposé par le candidat est : Structuré et comprend tous les postes d'un business plan, Basé sur des objectifs SMART et sur des matrices SWOT,			

actualisations, en tenant compte du marché (positionnement, cible

privée, et/ou son plan de développement stratégique et leurs

rapport au marché.

des éléments attendus pour

permettre le financement de

commerciale produit, ressources et charges, rentabilité) et en s'appuyant sur des matrices SWOT ou PESTEL afin de structurer les activités et projets de l'entreprise et permettre la prise de décisions stratégique.

B1A1C7. Sécuriser son entreprise de sécurité et de sûreté privée en prévenant les différents risques pouvant l'entraver (réputation, image, risques des matériels, risques des locaux) afin de lui permettre de se développer dans les meilleures conditions.

l'opération par un partenaire financier. Contrôle continu + présentation

Durée: 10 min

 Respectueux du cadre légal quant aux activités ciblées

B1A2. Organisation des opérations d'exploitations des contrats d'une société de sécurité et de sureté privée

B1A2C1. Organiser et planifier les missions des agents de sécurité et des autres collaborateurs de l'entreprise dans le respect de la réglementation du droit du travail (durée, congé, sécurité) pour répondre à la demande du client et de sa société.

B1A2C2. Déterminer et gérer les équipements nécessaires à l'activité des agents de sécurité privée : tenue, matériel d'intervention, de communication, de contrôle (rondier), de traçabilité (main-courante), de sécurité au travail (PTI/DATI) et de gestion de l'exploitation (outil de planification) afin de garantir la qualité et la sécurité des conditions de travail des salariés.

B1A2C3. Suivre et apprécier/évaluer la réalisation des opérations menées par les agents de sécurité en réponse au cahier des charges du client et validé dans le contrat signé, tout en appliquant les concepts liés aux libertés publiques en se référant aux textes juridiques, code déontologique et pénal afin d'assurer une prestation conforme à la commande dans le respect des obligations et exigences relatives à la profession.

B1A2C1 et B1A2C2, Etude de cas pratique et QCM : Pilotage des opérations d'exploitations des contrats d'une société de sécurité et de sûreté privée.

A partir d'un cas remis où est présentée une prestation souhaitée par un client avec ses différents postes (équipements, opérations à réaliser ...) le candidat présente à l'oral sa proposition de pilotage des opérations de la société.

B1A2C3. Afin de vérifier les compétences du candidat en matière de pilotage des opérations dans le respect des obligations juridiques d'une société de sécurité et de sûreté, celui-ci répond à l'oral un QCM contextualisé de 6 questions.

Durée: 10 min

B1A2Cr1 et B1A2Cr2.

L'organisation proposée par le candidat présente une répartition et une planification des missions complète et pertinente au regard du nombre de collaborateurs disponibles et des demandes des clients.

B1A2Cr2. Le candidat propose une gestion des équipements adaptée aux activités de l'entreprise (typologie des missions menées et volume des missions à assurer). Les équipements de protection individuelle, ronde de surveillance, protection mécanique, etc. sont correctement identifiés et leurs utilisations expliquées de façon satisfaisante.

B1A2Cr3. 67% de bonnes réponses aux QCM contextualisés.

B1A3. Pilotage et management des équipes d'une société de sécurité et de sureté privée

B1A3C1. Suivre et évaluer la production des équipes par le système de délégation, en fonction de leurs différents postes et champs de responsabilités, en s'appuyant sur des rapports d'activités, tableaux de bords et indicateurs de performance, y compris avec la gestion de leurs temps de travail, les temps non facturés, et pour s'assurer de l'atteinte des résultats individuels et par conséquence de la performance générale de l'entreprise.

B1A3C2. Mener des réunions d'activité et des entretiens de performance en rapprochant les objectifs individuels et collectifs, des moyens mis en œuvre, des contraintes à dépasser, des ressources mises à disposition pour permettre d'apprécier plus justement les résultats obtenus.

B1A3C3. Mettre en œuvre les conditions d'un management collaboratif avec une équipe à distance et/ou sur site en utilisant des outils qui mobilisent l'implication de chacun tout comme l'intelligence collective pour créer la cohésion et l'engagement.

B1A3C4. Gérer les situations et personnalités difficiles et conflictuelles au sein de l'entreprise en utilisant des techniques de communication positive à la fois assertive et faisant preuve d'empathie pour restaurer un climat nécessaire à la poursuite des activités.

Savoirs associés du bloc 1 :

- Les juridictions et règlementations générales et particulières des sociétés de sécurité privée (Livre VI, Code du travail, Convention collective, Droits des sociétés ...)
- La gouvernance d'une entreprise de sécurité privée
- La rédaction d'un business plan
- La réglementation des activités d'une société de sécurité privée
- Le management des équipes
- La gestion des conflits
- Les techniques d'entretiens et de réunions

Etude de cas pratique soutenue à l'oral sur le management des équipes d'une société de sécurité et de sûreté privée.

A partir d'un cas remis où est présentée une entreprise avec ses différents services (nombre de collaborateurs, fonctions ...), le candidat présente à l'oral sa proposition de management des équipes de la société.

Le candidat tient compte de la problématique de l'entreprise en matière de turn-over, de manque d'implication et de motivation mais aussi de difficultés rencontrées dans le retour des prestations réalisées par les agents de sécurité.

Le candidat présente et soutient à l'oral :

- Son analyse critique du système managérial en cours
- Sa proposition d'actions en termes de pilotage et de management pour atteindre les objectifs de performance et d'amélioration des conditions de travail, en vue de plus d'implication et de fidélisation.

B1A3Cr1. L'organisation proposée par le candidat présente une répartition et une planification des missions complète et pertinente au regard du nombre de collaborateurs disponibles et des demandes des clients. Le taux de non facturation est maîtrisé.

B1A3Cr2. Le candidat propose une gestion des équipements adaptée aux activités de l'entreprise (typologie des missions menées et volume des missions à assurer). Les équipements de protection individuelle, ronde de surveillance, protection mécanique, etc. sont correctement identifiés et leurs utilisations expliquées de façon satisfaisante.

B1A3Cr3. L'analyse critique formulée par le candidat sur le cas remis permet d'identifier les points sensibles donnant lieu à des propositions d'améliorations.

B1A3Cr4. Le candidat élabore des indicateurs de performance pertinents pour suivre et évaluer les activités et les résultats obtenus par les équipes.

B1A3Cr5. Les techniques de délégation et de motivation sont

DIRIGEANT D'UNE SOCIETE DE SECURITE ET DE SURETE PRIVEE - RNCP 36134 - Nouvel R Formation intégrées dans sa proposition managériale. Le candidat est ensuite challengé à l'oral par les membres du jury sur la L'organisation permet de gestion des relations avec les développer un esprit collaboratif et coopératif au sein de l'équipe. différents collaborateurs intervenant dans le service, membre de l'équipe et direction de l'entreprise, dans différentes situations contextualisées. **B1A3Cr6.** Le candidat montre sa capacité à gérer des situations ou des personnalités difficiles tout Durée: 10 min en veillant à maintenir ou retrouver un climat positif dans l'équipe. Le candidat prend des décisions argumentées et conformes au droit social en particulier et au cadre légal en général. Via un parcours de VAE: Description, par écrit, d'au moins trois situations professionnelles réelles présentant respectivement la réalisation d'un business-plan de développement d'un projet de sécurité, du pilotage d'opérations d'exploitation d'une activité de sécurité privée et d'une expérience du management d'une structure de sécurité. Dans cette démarche, le candidat doit démontrer l'acquisition des compétences nécessaires à la gestion d'une société de sécurité privée. - Entretien devant un jury d'une durée de 30 minutes.

REFERENTIEL D'ACTIVITES

décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés

REFERENTIEL DE COMPETENCES

identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités

REFERENTIEL D'EVALUATION

définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis

MODALITÉS D'ÉVALUATION

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Bloc 2. Assurer la gestion financière et comptable de la société de sécurité et de sûreté privée

B2A1. Gestion comptable, économique et financière de la société de sécurité et de sûreté privée **B2C1.** Organiser la fonction comptable de la société de sécurité et de sûreté privée en se basant sur un budget prévisionnel annuel et en fixant des objectifs de développement afin d'assurer la pérennité financière de l'entreprise.

B2C2. Mettre en place et/ou valider les outils de suivi de suivi comptable et financier de l'entreprise (tableau de bord mensuel) en s'appuyant sur des outils, logiciels et supports permettant les échanges d'informations entre les différents acteurs de la comptabilité (internes et externes) afin d'assurer une production sécurisée et efficace des tâches.

B2C3. Superviser la production des documents comptables et financiers élaborés en vue de la réalisation des états financiers de fin d'année (bilan comptable, compte de résultats, soldes intermédiaires de gestion) afin de vérifier la fiabilité des données liées à la santé de l'entreprise dans le respect des législations associées et permettre d'arbitrer sur des prises de positions financières et fiscales.

B2C4. Identifier des solutions d'investissements ou des besoins de financement à partir des états financiers produits, des projets, des budgets calculés afin de relancer, maintenir ou développer l'activité de l'entreprise.

B2C5. Identifier des solutions d'aides en général, ou d'optimisation fiscale en termes d'économie d'impôts, ou d'opportunités proposées par les administrations, afin d'améliorer la trésorerie et accroître le niveau de rentabilité de l'activité.

Par un parcours de formation préalable :

Etude de cas pratique et QCM contextualisé : supervision de l'organisation comptable d'une société de sécurité et de sûreté privée.

A partir d'un cahier des charges remis au candidat, celui-ci analyse et vérifie la fiabilité de l'ensemble des informations contenues dans le cas pratique (business plan, états financiers, bilan comptable, compte de résultat, propositions fiscales) afin d'identifier et de dégager des objectifs d'optimisation de la gestion de l'entreprise (outils de suivi, optimisation fiscale, solutions d'investissement/financement) de la société étudiée.

Le candidat vérifie un exemple de facture sur une prestation de sécurité, à partir des éléments donnés dans l'étude afin d'identifier les différentes anomalies.

Devoir sur table

Durée: 30'

B2Cr1. Le candidat analyse l'ensemble des documents financiers (business plan, bilan comptable, compte de résultat). Il identifie correctement les facteurs pouvant impacter la santé de l'entreprise (charges fixes, charges variables, seuil de rentabilité, délai de paiement, solvabilité des clients, vitesse de rotation des stocks, charges de personnel, financements du BFR, etc...).

B2Cr2. Le candidat propose des arbitrages par rapport au business plan et au budget prévisionnel permettant d'améliorer les résultats financiers (productivité, rentabilité, financement, ...).

B2Cr3. Le candidat propose des processus de suivi de la gestion comptable sécurisant et fiabilisant les données de l'entreprise ainsi que les déclarations obligatoires (TVA, sociales, fiscales).

Il propose également des supports et des moyens permettant la communication

Savoirs associés du bloc 2 :

- La gestion comptable d'une société de sécurité et de sureté privée
- Les optimisations fiscales
- Les solutions d'investissement et de financement

Afin de vérifier les compétences du candidat en termes de gestion comptable d'une société de sécurité et de sûreté, celui-ci répond à un QCM contextualisé de 6 questions.

QCM: 10'

Via un parcours de VAE:

– Description, par écrit, d'au moins une situation professionnelle réelle présentant la réalisation d'un business-plan de développement d'un projet de sécurité, du pilotage d'opérations d'exploitation d'une activité de sécurité privée et d'une expérience du management d'une structure de sécurité.

Dans cette démarche, le candidat doit démontrer l'acquisition des compétences nécessaires à la gestion financière et comptable d'une société de sécurité

– Entretien devant un jury d'une durée de 30 minutes.

interne et externe des équipes comptables.

B2Cr4. Les décisions de d'optimisations proposées par le candidat sont cohérentes avec la situation de l'entreprise et le business plan prévisionnel remis. Le candidat dégage des solutions d'investissements et des besoins de financements cohérents avec les états financiers remis et des ressources de l'entreprise.

B2Cr5. Le candidat identifie les optimisations fiscales les plus pertinentes parmi celles proposées, il justifie convenablement son choix.

B2Cr6. Le candidat a identifié les anomalies de la facture et les a corrigées correctement.

Le candidat répond à un QCM de 6 questions contextualisées. Il doit répondre correctement à 4 questions sur 6.

REFERENTIEL D'ACTIVITES

décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés

REFERENTIEL DE COMPETENCES

identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités

REFERENTIEL D'EVALUATION

définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis

MODALITÉS D'ÉVALUATION

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Bloc 3. Piloter la gestion des ressources humaines de la société de sécurité et de sûreté privée

B3A1. Gestion du personnel de la société de sécurité et de sûreté privée

B3A1C1. Définir et mettre à jour la politique salariale de l'entreprise en tenant compte des différents facteurs pouvant impacter les rémunérations et avantages sociaux pour répondre aux obligations réglementaires et utiliser ce levier comme clé de motivation auprès des collaborateurs.

B3A1C2. Assurer la gestion des contrats de travail du personnel de leur embauche jusqu'à leur sortie de l'entreprise en veillant à sécuriser les différents documents administratifs (fiches de paie, contrats, ...), en respectant les obligations réglementaires relatives au droit du travail (durée du travail, congés, sécurité, conditions de travail, etc.), en demandant les autorisations requises au métier (aptitudes professionnelles) et en garantissant l'ensemble des démarches administratives associées (représentation du personnel, URSSAF, CRAM...) pour garantir le respect des législations.

B3A1C3. Réaliser des entretiens annuels d'évaluations auprès des collaborateurs de l'entreprise en tenant compte de leurs objectifs et résultats pour permettre le suivi des parcours professionnels.

B3A2. Gestion des compétences des salariés de la société de sécurité et de sûreté privée

B3A2C1. Réaliser des entretiens professionnels auprès des collaborateurs de l'entreprise en tenant compte des opportunités de progression professionnelles pour identifier les besoins en termes de développement de compétences.

B3A2C2. Élaborer un plan de développement des compétences en accord avec les obligations relatives à l'exercice de la profession et en recherchant son optimisation financière pour assurer la formation continue des agents de sécurité privée dans les meilleures conditions.

Par un parcours de formation préalable :

Etude de cas pratique et QCM : Supervision et le pilotage des ressources humaines d'une société de sécurité et de sûreté privée.

A partir d'un cahier des charges remis au candidat concernant la gestion des ressources humaines d'une société de sécurité et de sûreté, celui-ci analyse l'ensemble des informations contenues dans le cas pratique et propose dans un premier temps une politique salariale de gestion du personnel (rémunération, gestion des contrats, plan de formation).

- Le candidat vérifie une déclaration d'embauche type d'un agent de sécurité afin d'en relever les anomalies.
- -Le candidat vérifie un contrat de travail type d'un agent de sécurité afin d'en relever les anomalies.

Devoir sur table **Durée: 30 min**

B3A1Cr1. Le candidat propose une politique de rémunération adaptée aux ressources financières de l'entreprise et aux objectifs de fidélisation des collaborateurs :

- Rémunération fixe
- Rémunération variable
- Avantages sociaux et primes diverses

B3A1Cr2. Le candidat connaît les principales obligations et réglementations légales liées à la vie professionnelle en entreprise des salariés (contrat de travail, bulletin de paie, rupture de contrat, document unique, plan, de prévention ...).

B3A1Cr3. Le candidat intègre dans sa gestion du personnel les entretiens obligatoires (annuels, professionnels) et crée le lien avec le plan de développement des compétences.

B3A2Cr1. Le plan de développement des compétences proposé par le candidat est correct et comprend :

	DONE SOCIETE DE SECONTE ET DE SONETET NIVEE		
		Afin de vérifier les compétences du candidat en termes de gestion des ressources humaines d'une société de sécurité et de sûreté, celui-ci répond à un QCM contextualisé de 6 questions. QCM: 10 min	 Le recueil des besoins en compétence collectif et individuel Un budget optimisé et cohérent par rapport aux objectifs et ressources de l'entreprise
B3A3. Gestion des obligations en matière de sécurité au travail et de RSE	B3A3C1. Mettre en place une démarche qualité des documents RH, en collaboration avec les services associés, afin de vérifier la rédaction et la conformité, par rapport aux réglementations en vigueur, des registres obligatoires de la gestion du personnel (document unique, plan de prévention, médecine du travail, CSE). Savoirs associés du bloc 3: La politique salariale de l'entreprise Les instances gouvernementales Le plan de développement des compétences	Via un parcours de VAE: - Description, par écrit, d'au moins une situation professionnelle réelle présentant la réalisation d'une opération de recrutement d'une équipe de sécurité intégrant l'embauche et la gestion administrative du recrutement. Dans cette démarche, le candidat doit démontrer l'acquisition des compétences nécessaires à la gestion des ressources humaines d'une activité de sécurité privée. - Entretien devant un jury d'une durée de 30 minutes.	B3A3Cr1. Le candidat a correctement relevé les anomalies de la DPAE. B3A3Cr2. Le candidat a correctement relevé les anomalies du contrat de travail. B3Cr7. 67% de bonnes réponses au QCM (4 bonnes réponses sur 6 questions contextualisées).

REFERENTIEL D'ACTIVITES

décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés

REFERENTIEL DE COMPETENCES

identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités

REFERENTIEL D'EVALUATION

définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis

MODALITÉS D'ÉVALUATION

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Bloc 4. Assurer le développement commercial de la société de sécurité et de sûreté privée

B4A1. Développement de l'activité commerciale et marketing d'une société de sécurité et de sûreté privée

B4C1. Analyser le marché de l'entreprise en identifiant les besoins du public cible et en se positionnant par rapport à la concurrence afin d'en tenir compte dans l'élaboration de la stratégie commerciale.

B4C2. Décliner la stratégie commerciale en objectifs opérationnels à travers l'élaboration d'un plan marketing et digital (produit, prix, communication, distribution) en identifiant les ressources nécessaires à son déploiement (logistiques, financières, humaines, formation) pour permettre le développement de l'activité de la société.

B4C3. Mettre en œuvre les actions de la stratégie commerciale en répartissant les tâches et objectifs auprès de l'équipe et en s'appuyant sur des outils de suivi de la performance (indicateurs, tableaux de bord, plannings, rapports d'activité) pour atteindre les résultats attendus.

B4C4. Mettre en place une veille commerciale en surveillant les différentes plateformes d'appel d'offres (plate-forme des achats de l'Etat, plateformes de dématérialisation ...) et en s'appuyant sur des alertes afin de trouver des appels d'offres public et privée sur le marché.

B4C5. Superviser les réponses aux appels d'offres (publics ou privés), réalisées à partir des cahiers des charges proposés, en vérifiant la qualité des dossiers argumentés, composés de la présentation de l'entreprise ainsi que des solutions apportées, afin de décrocher des contrats et pérenniser l'activité de l'entreprise.

B4C6. Mettre en œuvre un suivi régulier des clients en utilisant des newsletter, promotions et demande de feedback afin de suivre les nouveaux besoins du client et créer une fidélisation et des recommandations actives.

B4C7. Contrôler l'élaboration des contrats commerciaux en mettant en place une démarche qualité et une politique RSE afin de sécuriser leur élaboration et leur conformité par rapport aux obligations légales.

Par un parcours de formation préalable :

Etude de cas pratique : pilotage et développement et de la gestion commerciale d'une société de sécurité et de sûreté privée.

A partir d'un cahier des charges remis au candidat concernant la gestion commerciale d'une société de sécurité et de sûreté, celui-ci analyse l'ensemble des informations contenues dans le cas pratique et propose la définition et la mise en place d'une stratégie commerciale, visant obtenir le marché.

Le candidat analyse ensuite un dossier de réponse à un appel d'offre ainsi qu'un devis commercial par rapport à une demande exprimée.

Devoir sur table

Durée: 30 min

Via un parcours de VAE:

 Description, par écrit, d'au moins une situation professionnelle réelle présentant la réalisation d'une démarche commerciale et/ou de la réponse à une consultation de sécurité privée.

Dans cette démarche, le candidat doit démontrer l'acquisition des

B4Cr1. Le candidat repère et met en évidence les informations essentielles au diagnostic de l'environnement de l'entreprise dans le but de concevoir sa stratégie commerciale :

- Marché
- Concurrence
- Public
- Etc. ...

B4Cr2. La stratégie commerciale proposée est construite sur les 4P du marketing MIX et intègre la dimension digitale dans les canaux de communication utilisés par segment de marché:

- Produit/service
- Prix
- Place/Public cible
- Promotion

Les objectifs opérationnels sont clairement expliqués et correctement attribués aux différentes équipes.

B4Cr3. La stratégie commerciale comprend aussi un système de suivi des clients permettant de suivre leurs niveaux de satisfaction.

B4C8. Répondre aux besoins de nouveaux clients malgré le manque de disponibilité des agents de sécurité et en identifiant les besoins en recrutement et/ou formation pour assurer la réalisation de futurs contrats commerciaux et ainsi développer le volume d'activité.

B4C9. Améliorer la stratégie commerciale en fonction des résultats obtenus en collaboration avec les services commerciaux, en optimisant les volumes, les moyens commerciaux, les forces de ventes afin de rechercher des marges plus élevées.

Savoirs associés du bloc 4:

- Le pilotage de la gestion commerciale et marketing
- La stratégie commerciale
- Les appels d'offres et le marché des services de sécurité privée

compétences nécessaires à la gestion commerciale d'une activité de sécurité privée.

 Entretien devant un jury d'une durée de 30 minutes. Il est pertinent au regard de la recherche de nouveaux besoins et de fidélisation. Le candidat propose un système de newsletter, de promotions, de vente privée, meeting, etc...

B4Cr4. Le dossier de réponse à un appel d'offres est correctement analysé par le candidat. Il repère les points pouvant fragiliser le dossier comme les points pouvant au contraire le valoriser (services, prix, création de valeur ...).

B4Cr5. Le candidat propose une démarche qualité lors de la rédaction des contrats commerciaux permettant de vérifier la présence des clauses obligatoires :

- Obligations de moyens ou de résultats
- La mission à effectuer et ses délais
- La caractéristique des locaux
- Les règles de fonctionnement
- Les moyens humains et matériels utilisés

B4Cr6. Le candidat supervise le devis commercial de façon à le rendre précis, structuré et intégrant les mentions attendues.